



**Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr.
GÉNÉRALE

CERD/C/TKM/CO/5/Add.1
25 juin 2008

FRANÇAIS
Original: RUSSE

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION
DE LA DISCRIMINATION RACIALE

**RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES CONFORMÉMENT
À L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION**

**Commentaires du Gouvernement turkmène concernant
les observations finales du Comité pour l'élimination
de la discrimination raciale***

[23 janvier 2008]

* Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

Rapport complémentaire du Turkménistan

Contexte général

1. En février 2007, les élections présidentielles au Turkménistan ont été organisées pour la première fois sur une large base pluraliste, avec la participation d'observateurs internationaux, et ont donné lieu à l'élection aux fonctions de chef de l'État de M. Gourbangouly Berdymoukhamedov. Le Gouvernement turkmène a fait de la collaboration avec les organisations internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies, une priorité de sa politique étrangère et s'est engagé à honorer ses obligations internationales. À cet égard, il se félicite du dialogue ouvert et constructif établi avec les organismes des Nations Unies, et en particulier avec le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.
2. Dès son entrée en fonctions, le nouveau Gouvernement turkmène s'est engagé dans une politique visant à développer le processus démocratique, à mettre en place une société civile et à réaliser de vastes réformes dans les domaines de l'éducation, de la santé publique, de la protection sociale et de l'application des lois, ainsi qu'à améliorer le bien-être de la population vivant dans les zones rurales.
3. En 2007, le Gouvernement turkmène a engagé un dialogue constructif avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). M^{me} Louise Arbour, Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, s'est rendue au Turkménistan en mai 2007. En mars de la même année, le Gouvernement a invité le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, dont la visite est prévue courant 2008. Le projet conjoint d'assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du HCDH visant à développer les capacités en matière d'établissement des rapports au Turkménistan, lancé en mai 2007 par le Gouvernement turkmène, est en cours d'exécution.
4. En vue du renforcement d'un dialogue utile sur la protection des droits de l'homme, la poursuite des processus démocratiques et l'élaboration en temps voulu des rapports nationaux, le Gouvernement coopère avec le HCDH, la Commission européenne et le PNUD dans le cadre d'un projet conjoint ayant pour objet de renforcer les capacités nationales du Turkménistan en matière de promotion et de protection des droits de l'homme en 2008 et 2009.
5. Une commission interministérielle chargée de veiller à l'exécution des obligations internationales du Turkménistan dans le domaine des droits de l'homme a été créée afin d'assurer l'application effective des normes juridiques internationales et des instruments relatifs aux droits de l'homme et la présentation en temps voulu des rapports nationaux du Turkménistan aux organismes des Nations Unies. Cette commission est un organe consultatif permanent qui coordonne les activités des ministères, des comités d'État, des départements et des organes exécutifs au niveau des communautés, des entreprises, des établissements et des organisations pour mettre en œuvre les engagements juridiques internationaux du Turkménistan dans le domaine des droits de l'homme.
6. Le statut et la composition de la commission interministérielle ont été approuvés par l'ordonnance du Président turkmène du 24 août 2007.

7. Les tâches de la commission consistent à:

- a) Coordonner les activités des organes compétents en vue de l'exécution des obligations contractées au niveau international dans le domaine des droits de l'homme;
- b) Veiller à ce que les rapports nationaux concernant l'application des accords internationaux relatifs aux droits de l'homme soient présentés aux organisations internationales compétentes;
- c) Examiner la législation nationale turkmène en vue d'en assurer la conformité avec les normes internationales en matière de droits de l'homme;
- d) Élaborer des propositions visant à améliorer la législation interne conformément aux dispositions des accords internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Turkménistan est partie;
- e) Promouvoir l'interaction et la coopération entre les organes gouvernementaux, les associations locales et les organisations internationales dans le domaine de la protection des droits de l'homme;
- f) Publier et diffuser les rapports nationaux.

8. L'organe de coordination pour l'établissement des rapports nationaux est l'Institut national pour la démocratie et les droits de l'homme, qui relève de la présidence.

9. La commission interministérielle a adopté, à sa première réunion, un plan d'action à long terme qui prévoit les activités suivantes: examen de la législation en vigueur au Turkménistan en vue d'en assurer la conformité avec les normes internationales; élaboration de propositions visant à faire appliquer ces normes au niveau national; élaboration d'un projet de programme national pour les droits de l'homme; et planification de l'établissement des rapports nationaux sur l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme en vue de leur présentation aux organismes des Nations Unies. Les dates de présentation des rapports nationaux ont été fixées en tenant compte des possibilités effectives, en accord avec le bureau régional du HCDH (voir ci-dessous le calendrier de présentation des rapports nationaux).

10. Un groupe de travail d'experts a été créé conformément au statut de la commission interministérielle, qui a élaboré et adopté le mandat du groupe à l'une de ses réunions.

11. La commission interministérielle s'emploie activement à dialoguer avec les représentants régionaux du HCDH et du PNUD.

12. Deux séminaires ont été organisés à l'intention des membres de la commission et du groupe de travail, avec la participation d'experts internationaux: l'un le 5 octobre 2007, sur les systèmes internationaux et nationaux de protection des droits de l'homme, avec la conseillère technique principale du projet PNUD/HCDH, M^{me} Irina Liczek; l'autre du 13 au 15 novembre, sur des questions liées à l'établissement du rapport national sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, avec le concours d'un expert international, M. A. Tikhonov.

13. Des réunions et des consultations avec la représentante du bureau régional du HCDH, M^{me} Mathilde Bogner, ont eu lieu à deux reprises (le 28 août et le 5 décembre).

14. Des consultations se tiennent en permanence avec la conseillère technique principale du projet PNUD/HCDH, M^{me} Irina Liczek.

15. Le Président turkmène a signé le 28 novembre 2007 une ordonnance relative à la création de la commission nationale pour l'amélioration de la législation turkmène, afin de renforcer les fondements de l'état de droit, de poursuivre la démocratisation de la société, d'améliorer le cadre législatif applicable aux réformes politiques, sociales, économiques, scientifiques et culturelles engagées dans le pays et de mettre la législation nationale en conformité avec les normes reconnues du droit international. En vue d'assurer l'application des dispositions de l'ordonnance susmentionnée, la commission interministérielle chargée de veiller à l'exécution des obligations internationales du Turkménistan dans le domaine des droits de l'homme élabore un plan visant à mettre à jour la législation en matière de droits de l'homme de façon à pouvoir faire des propositions concernant la mise en œuvre des normes des instruments internationaux.

16. Le Gouvernement a été informé que le rapport périodique sur l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale aurait dû être présenté le 29 octobre 2007. Vu la situation et en concertation avec le bureau régional du HCDH, il a été convenu que les rapports aux organismes des Nations Unies seraient présentés selon le calendrier suivant:

- a) Document de base commun – mi-2008;
- b) Examen périodique universel – septembre 2008;
- c) Premier rapport sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – fin 2008;
- d) Premier rapport sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques – fin 2009;
- e) Premier rapport sur l'application de la Convention contre la torture et autre peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants – fin 2009;
- f) Sixième et septième rapports sur l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale – mi-2010;
- g) Rapport périodique sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – vers la fin 2010;
- h) Rapport périodique sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant – fin 2010.

Paragraphe 11

17. Le Gouvernement turkmène applique toutes les mesures pratiques et législatives voulues pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale et prévenir les incitations aux

agissements de ce type à l'égard de personnes ou de groupes de personnes d'une autre couleur ou d'une autre origine ethnique.

18. En vue d'améliorer la procédure d'examen des plaintes déposées par des citoyens concernant des questions liées aux activités des organes chargés de faire respecter la loi, le Gouvernement turkmène a signé le 19 février 2007 l'ordonnance portant création d'une commission d'État relevant du Président, chargée d'examiner les plaintes des citoyens concernant ces organes.

19. La commission interministérielle chargée de veiller à l'exécution des obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme suit également les questions susmentionnées dans le cadre de son mandat.

Paragraphe 13

20. La législation nationale ne prévoit pas l'application du «critère de la troisième génération» et un tel critère n'est pas appliqué actuellement pour l'accès à un emploi au Turkménistan.

21. L'accès à un emploi, notamment dans le secteur public, de même que l'admission dans un établissement d'enseignement supérieur du pays, ne font l'objet d'aucune restriction fondée sur l'appartenance ethnique.

22. Selon les informations reçues du Comité national de statistique du Turkménistan, on ne recueille pas de données statistiques concernant l'emploi des membres des minorités nationales, notamment dans le secteur public. La commission interministérielle chargée de veiller à l'exécution des obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme a proposé que des statistiques de ce type soient établies afin de pouvoir fournir des informations plus complètes aux organismes des Nations Unies.

Paragraphe 14

23. Conformément à la Constitution et à la loi sur les réfugiés, le Turkménistan garantit le droit d'asile aux personnes persécutées dans leur pays pour les raisons énoncées dans les instruments juridiques internationaux pertinents. Par suite de l'application concrète des normes de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et de la loi sur les réfugiés et en collaboration avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), la citoyenneté turkmène et des permis de résidence au Turkménistan ont été accordés à plus de 16 000 personnes déplacées et réfugiées (de souche afghane et tadjike), opération sans précédent par son importance.

24. Conformément au décret présidentiel promulgué le 4 août 2005, 13 245 personnes réfugiées au Turkménistan ont obtenu la citoyenneté turkmène.

25. En outre, conformément à une ordonnance rendue à la même date par le Président, 3 053 réfugiés ont obtenu un permis de résidence permanent au Turkménistan. Le Gouvernement a supprimé les restrictions antérieures à la liberté de circulation de tous les citoyens sur le territoire turkmène. L'ordonnance présidentielle du 13 juillet 2007 a annulé le régime des laissez-passer que les citoyens turkmènes devaient détenir pour se déplacer, notamment dans les

régions frontalières. Les modifications correspondantes seront introduites dans la législation en vigueur en matière d'immigration.

Paragraphe 15

26. Des profondes réformes ont été engagées dans le secteur de l'éducation. Afin d'améliorer le système éducatif turkmène et de le mettre en conformité avec les normes internationales, un décret du Président entré en vigueur le 1^{er} septembre 2007 a fixé la durée des études à dix ans dans l'enseignement secondaire, à cinq ans l'enseignement supérieur, et à six ans pour toute spécialité médicale et certains enseignements artistiques.

27. Parallèlement aux innovations introduites dans ce secteur, les modifications correspondantes ont été apportées à la loi turkmène sur l'éducation.

28. Selon le paragraphe 1 de l'article 13 de la loi, «l'enseignement secondaire général d'une durée de dix ans, qui constitue le socle de l'éducation, offre aux citoyens du Turkménistan la possibilité de maîtriser intimement les connaissances nécessaires à l'époque actuelle pour développer de manière appropriée leur créativité et améliorer leurs niveau culturel et leur condition physique.» Le 28 mai 1996, le Turkménistan a ratifié la Convention de 1979 sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les États de la région Europe et la Convention régionale de 1983 sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur en Asie et dans le Pacifique. Dans le cadre des réformes de l'éducation et des sciences, le nouveau Gouvernement a en outre affirmé le principe de la reconnaissance obligatoire des documents relatifs aux études délivrés à l'étranger, conformément aux normes internationales. Une commission spéciale relevant du Ministère de l'éducation a entrepris d'examiner les déclarations sur ce sujet.

29. La question de la coopération a été traitée au niveau international dans le cadre d'accords bilatéraux conclus dans le domaine humanitaire, notamment en matière d'éducation lors des visites officielles au Turkménistan des Présidents de la Fédération de Russie et du Kazakhstan. Les chefs d'État ont décidé d'ouvrir des écoles destinées aux diasporas des pays concernés; les Présidents de la Fédération de Russie et du Turkménistan ont, en particulier, posé la première pierre d'une école turkméno-russe à Achgabat, prévue pour accueillir 800 élèves.

30. En 2007, des étudiants ont été admis dans les établissements d'enseignement supérieur ci-après de la Fédération de Russie sans aucune restriction liée à l'origine nationale ou à d'autres critères: Université d'État I. M. Goubkine du pétrole et du gaz (Moscou), Université technique du pétrole d'Oufimsk, Université technologique de Tomsk, Université du pétrole et du gaz de Tioumensk, Institut du pétrole d'Almetievsk.

31. De même, à la rentrée universitaire, plus d'un millier de jeunes gens ont commencé à étudier dans de prestigieux établissements d'enseignement supérieur à l'étranger, conformément à des accords intergouvernementaux et interétablissements.

32. Le Turkménistan compte plus de 1 700 établissements d'enseignement secondaire général, dans lesquels près de 2 000 classes offrent un enseignement en langue russe, kazakhe ou ouzbèke. Les membres des minorités nationales qui vivent au Turkménistan peuvent s'inscrire dans des écoles nationales ou des écoles mixtes.

33. Selon des informations officielles reçues du Ministère de l'éducation, les programmes d'études sont élaborés en tenant compte des facteurs liés à l'âge et à la psychologie des élèves, des valeurs humaines universelles, des traditions, des coutumes et des cultures nationales et des normes pédagogiques.

34. Les nouveaux programmes scolaires énoncent les principes de l'organisation du travail éducatif et pédagogique et du contrôle des connaissances et des compétences des élèves à tous les niveaux de l'enseignement. Tous les programmes d'études sont examinés et révisés à plusieurs reprises avant d'être approuvés. Des manuels sont établis pour toutes les matières enseignées, conformément aux programmes scolaires. Les manuels sont élaborés avec la participation d'équipes composées de chercheurs et d'enseignants.

35. L'étude du Roukhnama ne constitue pas la base du programme de l'enseignement secondaire général (le programme de l'année scolaire 2007-2008 est joint en annexe au présent rapport).

36. En 2007, dix établissements d'enseignement secondaire à Mara et dix autres à Achgabat ont été équipés d'un accès gratuit au réseau Internet dans le cadre d'un projet conjoint réalisé par le PNUD et le Gouvernement turkmène, baptisé «InfoTuk» (deuxième phase) (diffusion des technologies de l'information dans l'optique d'un développement humain durable).

37. La troisième phase est en cours d'exécution et il est prévu de poursuivre le projet en créant des centres informatiques dans les écoles d'autres circonscriptions administratives et en les connectant à l'Internet.

38. La réforme de l'éducation vise à informatiser largement les établissements d'enseignement du pays et à les raccorder à terme au réseau Internet.

39. Toute restriction du droit à l'éducation et à l'accès aux technologies de pointe imposée pour motifs liés à la nationalité ou à d'autres critères est inadmissible et passible de sanctions.

40. Le Gouvernement turkmène a pris la décision d'ouvrir des cybercafés à l'intention du grand public dans la capitale et les autres circonscriptions administratives.

41. Des dizaines de nouveaux manuels et matériels didactiques ont été produits au Turkménistan. Le tirage total des nouveaux manuels publiés est de 836 000, et celui des autres matériels didactiques de 1 349 000 exemplaires.

42. La législation relative à l'éducation n'impose pas aux écoliers – qu'ils soient de nationalité turkmène ou qu'ils appartiennent à des minorités ethniques – le port du costume national turkmène. Chaque école a le droit de choisir l'uniforme que doivent porter les élèves.

43. La politique étrangère du Gouvernement turkmène vise à maintenir des relations de bon voisinage et une coopération équitable et constructive avec les autres États. Cette coopération porte plus particulièrement sur des aspects tels que l'éducation, la science, la culture, le tourisme et le sport.

44. Divers accords bilatéraux et multilatéraux conclus en vue de renforcer les relations humanitaires inter-États (avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Russie et Tadjikistan) – Traité

d'amitié et de coopération entre le Turkménistan et le Tadjikistan du 4 octobre 2007, communiqué commun du Turkménistan et l'Ouzbékistan du 18 octobre 2007, etc. – prévoient l'organisation de journées de la culture, de concerts, d'expositions et de conférences, le développement des émissions de télévision, de la presse et des échanges d'étudiants et la réalisation de projets communs dans les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences et de la politique pour les jeunes.

45. Le Ministère de la culture et de la télé et radiodiffusion a organisé en particulier, conjointement avec l'ambassade d'Ouzbékistan et l'Union des artistes du Turkménistan, une exposition intitulée «L'art de l'Ouzbékistan dans la période de l'indépendance».

46. Le 28 mai 2007, les Présidents du Turkménistan et du Kazakhstan ont décidé d'élargir l'accès à la télédiffusion et la diffusion des journaux afin de préserver un espace commun pour la culture, l'enseignement et l'information.

47. Des chercheurs turkmènes, de concert avec des historiens du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan participeront à un projet régional commun visant à écrire une histoire générale de l'Asie centrale, au sein de l'Institut d'études orientales du Kazakhstan.

Paragraphe 20

48. La réforme de l'éducation menée au Turkménistan a notamment consisté à réviser les programmes de l'enseignement secondaire, à généraliser l'enseignement des langues étrangères et l'éducation physique, et à adopter de nouvelles règles d'admission dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

49. Conformément à une ordonnance du Président turkmène du 4 mars 2007 sur l'amélioration du fonctionnement des établissements d'enseignement, le programme des établissements d'enseignement secondaire doit comprendre l'étude des lois régissant le développement de la société et des fondements d'une culture juridique, morale, économique, politique et écologique, ainsi que des cours de sciences sociales et d'éducation physique. Les nouveaux programmes prévoient également des cours de musique et l'étude de la culture artistique mondiale.

50. Les nouveaux programmes scolaires ont été élaborés en tenant compte de l'expérience des pays développés en matière d'enseignement secondaire.

51. La principale exigence quant au niveau de l'enseignement concerne la conformité avec les normes internationales. Les vastes réformes engagées ont été dûment appliquées à l'enseignement supérieur. Le stage de travail obligatoire de deux ans a été supprimé, et l'admission dans les établissements d'enseignement supérieur du pays dépendra des résultats obtenus aux examens d'entrée, écrits et oraux. Conformément aux accords conclus avec plusieurs pays étrangers, les diplômés de l'enseignement secondaire du Turkménistan pourront eux-mêmes entrer dans des établissements d'enseignement supérieur de ces pays.

52. Des réformes ont été entreprises pour faire cadrer le système éducatif avec les normes internationales. Il s'agit, entre autres, d'améliorer la qualité de l'enseignement en introduisant les nouvelles technologies dans le processus pédagogique, d'élargir le nombre des matières enseignées, de garantir l'accès des groupes ethniques à l'éducation et d'enseigner la tolérance et l'amitié entre les peuples.

Annexe

Programme d'études de l'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2007/2008

N°	Matières enseignées	Nombre d'heures par semaine, par niveau d'enseignement										
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
1	Roukhnama du Grand Saparamourat	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	11
2	Langue turkmène	12/10	9	9	6	6	5	4	3	1	1	56/54
3	Littérature				3	3	3	4	4	4	4	25
4	Langue russe	0/2	2	2	3	3	3	2	2	3	3	23/25
5	Langue étrangère	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	26
6	Histoire du Turkménistan				2			2	2	2	2	10
7	Histoire générale					2	2		2	2	2	10
8	Fondements de l'État et du droit turkmène								1			1
9	Sciences sociales									1	1	2
10	Histoire naturelle		1	1	1							3
11	Géographie du Turkménistan					2	2	2	2	2		10
12	Mathématiques	6	6	6	6	6	6	6	6	5	5	58
13	Dessin technique						1	1				2
14	Notions d'informatique								1	2	2	5
15	Physique						2	2	3	4	4	15
16	Astronomie										1	1
17	Biologie					2	2	2	2	2	2	12
18	Chimie										3	12
19	Arts plastiques	1	1	1	1	1						5
20	Musique et chant	1	1	1	1	1						5
21	Travaux manuels	1	1	1	2	2	2					9
22	Éducation physique	1	1	1	2	2	2	2				11
	Total:	25	25	25	30	34	34	34	35	35	35	312
	Cours facultatifs:	1	1	1	2	2	2	2	3	3	3	20
	Total:	26	26	26	32	36	36	36	38	38	38	332

Note: Dans le cadre des cours facultatifs, une heure par semaine est consacrée à l'éducation physique de la huitième à la dixième année. Si les conditions permettent l'enseignement de l'informatique dans les établissements d'enseignement secondaire, ces heures peuvent alors être utilisées dans les classes de sixième et septième année.

Programme d'études pour les classes en langue russe des établissements d'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2007/2008

N°	Matières enseignées	Nombre d'heures par semaine, par niveau d'enseignement										Total
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1	Roukhnama du Grand Saparmourat Turkmenbachi	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	11
2	Langue turkmène	2	3	3	3	2	2	3	2	2	1	23
3	Littérature turkmène				2	2	2	2	2	2	2	14
4	Langue russe	12/10	9	9	6	6	5	3	2	1	1	54/52
5	Littérature				3	3	3	3	3	3	4	22
6	Langue étrangère	0/2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	24/26
7	Histoire du Turkménistan				2			2	2	2	2	10
8	Histoire générale					2	2		2	2	2	10
9	Fondements de l'État et du droit turkmène								1			1
10	Sciences sociales									1	1	2
11	Histoire naturelle		1	1	1							3
12	Géographie du Turkménistan					2	2	2	2	2		10
13	Mathématiques	6	6	6	6	6	6	6	6	5	5	58
14	Dessin technique						1	1				2
15	Notions d'informatique								1	2	2	5
16	Physique						2	2	3	4	4	15
17	Astronomie										1	1
18	Biologie					2	2	2	2	2	2	12
19	Chimie							3	3	3	3	12
20	Arts plastiques	1	1	1	1	1						5
21	Musique et chant	1	1	1	1	1						5
22	Travaux manuels	1	1	1	2	2	2					9
23	Éducation physique	1	1	1	2	2	2	2				11
	Total:	25	26	26	32	35	35	35	35	35	35	319
	Cours facultatifs	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	13
	Total:	26	27	27	33	36	36	36	36	36	36	332

Note: Dans le cadre des cours facultatifs, une heure par semaine est consacrée à l'éducation physique de la huitième à la dixième année. Si les conditions permettent l'enseignement de l'informatique dans les établissements d'enseignement secondaire, ces heures peuvent alors être utilisées dans les classes de sixième et septième année.
